

Traquer les “fake news” et bannir les opposants au vaccin ?

Article rédigé par *Le blog de Jeanne Smits*, le 15 mars 2021

Source [Le blog de Jeanne Smits] Selon Robert F. Kennedy, tout cela a été prévu lors de l'exercice épidémique Event 201 organisé par Bill Gates. Je vous propose ci-dessous ma rapide traduction d'une tribune de Robert F. Kennedy, de Children's Health Defense aux Etats-Unis, [reproduite par LifeSiteNews](#). D'après les enregistrements en ligne de l'Event 201 par lequel Bill Gates et d'autres s'étaient livrés à une simulation d'une pandémie meurtrière de coronavirus... en octobre 2019, il souligne qu'à l'époque on s'interrogeait sur la nécessité de surveiller les réseaux sociaux et bloquer les critiques des vaccins qui permettraient de mettre fin à la pandémie. L'ensemble offre des similitudes troublantes avec ce qui se passe aujourd'hui. – Jeanne Smits.

Au cours des deux dernières semaines, Facebook et d'autres sites de réseaux sociaux m'ont banni, ainsi que de nombreux autres opposants à la corruption officielle et aux politiques de santé publique autoritaires. Voici donc de quoi nourrir ceux d'entre vous qui avez le sentiment étrange que la réponse du gouvernement et de l'industrie à la pandémie semble avoir été planifiée – avant même qu'il y ait une pandémie. Le [document ci-joint](#) [retranscription en anglais des débats lors de l'Event 201] montre qu'une cabale d'individus puissants a effectivement commencé à planifier l'éviction massive des sceptiques vis-à-vis des vaccins des réseaux sociaux dès octobre 2019, une semaine ou deux avant que le COVID ne commence à circuler. C'est en octobre que le fondateur de Microsoft, Bill Gates, a organisé un exercice de quatre simulations théoriques d'une pandémie mondiale de coronavirus avec d'autres gros légumes de l'« État profond ». L'exercice a été baptisé [Event 201](#). Les co-conspirateurs de Gates comprenaient des représentants de la Banque mondiale, du Forum économique mondial (Great Reset), du Bloomberg/Johns Hopkins University Populations Center, des Centers for Disease Control and Prevention, de divers médias, du gouvernement chinois, d'un ancien directeur de la Central Intelligence Agency/National Security Agency (les « anciens » agents de la CIA, ça n'existe pas), du fabricant de vaccins Johnson & Johnson, des secteurs de la finance et de la biosécurité, ainsi que d'Edelman, la plus grande société de relations publiques au monde. Sous la direction de Gates, ces éminences ont joué le rôle de membres d'un conseil de contrôle de la pandémie, élaborant des stratégies gouvernementales pour contrôler la pandémie, le récit et la population. Inutile de dire qu'il n'a guère été question de la mise en place de systèmes immunitaires, de remèdes prêts à l'emploi ou de médicaments et vitamines thérapeutiques non brevetés, mais beaucoup de la promotion de l'adoption de nouveaux médicaments antiviraux et vaccins brevetables. Mais les participants se sont surtout concentrés sur la planification de stratégies d'État policier, centrées sur l'industrie et axées sur la peur, pour gérer une contagion mondiale imaginaire par un coronavirus qui culminerait par une censure massive des réseaux sociaux. Curieusement, Gates affirme aujourd'hui que la simulation n'a jamais eu lieu. Le 12 avril 2020, [Gates déclarait à la BBC](#) : « Maintenant, nous y sommes. Nous n'avons pas simulé cela, nous n'avons pas fait d'exercices pratiques, donc tant pour les politiques de santé que pour les politiques économiques, nous nous trouvons en territoire inconnu. » Malheureusement pour ce bobard, [les vidéos de l'événement](#) sont toujours disponibles sur Internet. Elles montrent que Gates et son équipe ont bel et bien simulé des politiques de santé et des politiques économiques. Il est difficile de croire que Gates a pu l'oublier. L'épidémie de COVID simulée par Gates lors de l'événement 201 provoquait 65 millions de décès au bout de 18 mois et un effondrement économique mondial pouvant durer jusqu'à une décennie. Par rapport à la simulation de Gates, la crise réelle du COVID-19 est donc un peu ratée, puisqu'elle a seulement entraîné 2,5 millions de décès « attribués au COVID » au cours des 13 derniers mois. Les décès « attribués au COVID » dans la vie réelle sont très discutables, et doivent être considérés dans le contexte d'une population mondiale de 7,8 milliards d'habitants, avec environ 59 millions de décès attendus chaque année. Les prédictions d'un effondrement économique qui durera une décennie s'avéreront probablement plus exactes – mais uniquement en raison du confinement draconien promu par Gates. Le scénario de l'événement 201 de Gates envisage d'importantes émeutes anti-vaccins déclenchées par des publications sur

Internet. La supposition universelle et obstinée de ses participants était qu'une telle crise serait l'occasion de promouvoir de nouveaux vaccins et de renforcer les contrôles de l'État, devenu Etat de surveillance et de censure. [Le quatrième segment du scénario](#) – sur la manipulation et le contrôle de l'opinion publique – est le plus révélateur. Il prédit de façon troublante la crise actuelle de la démocratie : Les participants ont discuté des mécanismes permettant de contrôler la « désinformation » et la « mésinformation », en « inondant » les médias de propagande (« bonne information »), en imposant des sanctions pour la diffusion de mensonges et en discréditant le mouvement anti-vaccination.

1. Jane Halton, de la banque australienne ANZ, l'un des auteurs de la politique australienne répressive « no jab, no pay » (pas de vaccin, pas de salaire), a assuré aux participants que la Fondation Gates créait des algorithmes « pour passer au crible les informations sur ces plates-formes de réseaux sociaux » afin de protéger le public des pensées et informations dangereuses
2. George Gao, le directeur plein de prescience du Centre chinois de contrôle des maladies, s'inquiète de savoir comment supprimer les « rumeurs » selon lesquelles le virus aurait été fabriqué en laboratoire : « Les gens croient qu'il s'agit d'un virus créé par l'homme... [et qu'une] entreprise pharmaceutique a fabriqué le virus.
3. Chen Huang, chercheur chez Apple, chercheur chez Google et principal expert mondial en matière de technologie de suivi et de traçage et de reconnaissance faciale, joue le rôle du présentateur de journal télévisé qui présente les contre-mesures gouvernementales. Il attribue les émeutes aux militants anti-vaccins et prédit que Twitter et Facebook vont coopérer en vue « d'identifier et de supprimer un nombre inquiétant de comptes destinés à diffuser des informations erronées sur l'épidémie » et de mettre en place « des fermetures d'Internet... pour apaiser la panique »
4. Le Dr Tara Kirk Sell, chercheur principal au Johns Hopkins Center for Health Security de la Bloomberg School of Health, s'inquiète du fait que les entreprises pharmaceutiques sont accusées d'avoir introduit le virus pour pouvoir gagner de l'argent avec les médicaments et les vaccins : « [Nous] avons vu la confiance du public dans leurs produits s'effondrer. » Elle note avec inquiétude que « l'agitation, due à de fausses rumeurs et à des messages qui divisent, augmente et exacerbe la propagation de la maladie, car les niveaux de confiance chutent et les gens cessent de coopérer aux efforts de réponse. C'est un problème massif, qui menace les gouvernements et les institutions de confiance.
5. Sell rappelle à ses collègues de l'exercice : « Nous savons que les réseaux sociaux sont désormais le principal moyen pour de nombreuses personnes de s'informer, de sorte que des interruptions sur ces plates-formes pourraient freiner la propagation de la désinformation. » Selon Mme Sell, les alliés des gouvernements et de l'industrie disposent de nombreux moyens pour atteindre cet objectif : « Certains gouvernements ont pris le contrôle de l'accès national à l'internet. D'autres censurent les sites Web et le contenu des réseaux sociaux, et un petit nombre d'entre eux ont complètement fermé l'accès à Internet pour empêcher la propagation de la désinformation. Des sanctions ont été mises en place pour la diffusion de fausses informations nuisibles, y compris des arrestations.
6. Matthew Harrington, PDG d'Edelman Public Relations, convient que les réseaux sociaux doivent rentrer dans le rang pour promouvoir la politique gouvernementale : « Je pense également que nous sommes à un moment où les plates-formes des réseaux sociaux doivent faire un pas en avant et reconnaître que le moment d'affirmer qu'elles sont une plate-forme technologique et non un diffuseur est terminé. Elles doivent en fait participer à la diffusion d'informations exactes et s'associer aux communautés scientifiques et sanitaires pour faire contrepoids, voire envahir la zone, d'informations exactes. Car essayer de remettre le génie dans la bouteille de la désinformation et de l'information erronée n'est pas possible.
7. Stephen Redd, l'« amiral » du service de santé publique, a la sinistre idée que le gouvernement devrait exploiter les données des réseaux sociaux pour identifier les personnes ayant des croyances négatives : « Je pense qu'avec les plates-formes des réseaux sociaux, il y a une possibilité de comprendre qui est sensible... à la désinformation, donc je pense qu'il y a une possibilité de collecter des données à partir de ce mécanisme de communication.
8. Adrian Thomas, de Johnson & Johnson, annonce « des nouvelles importantes à partager de la part de certaines de "nos sociétés membres [Pharma]" : Nous effectuons des essais cliniques sur de nouveaux antirétroviraux, et en fait, sur des vaccins ! » Il recommande une stratégie pour résoudre les problèmes de ces entreprises lorsque « des rumeurs se seront répandues » selon lesquelles leurs produits, testés de façon médiocre, « causent des décès et que les patients n'en veulent plus ». Il suggère : « Peut-être faisons-nous l'erreur de signaler et de compter tous les décès et toutes les infections.
9. Ancien directeur adjoint de la CIA, Avril Haines a dévoilé une stratégie visant à « inonder la zone »

de propagande provenant de « sources fiables », notamment « des leaders communautaires influents, ainsi que des travailleurs de la santé. » Il met en garde contre « les fausses informations qui commencent à entraver notre capacité à faire face à la pandémie, alors nous devons être en mesure d'y répondre rapidement »

10. Matthew Harrington (PDG d'Edelman) observe que l'Internet – qui promettait autrefois la décentralisation et la démocratisation de l'information – doit maintenant être centralisé : « Je pense, pour rebondir un peu sur ce que vient de dire Avril, que de la même manière que dans les conversations précédentes où nous avons parlé de centralisation autour de la gestion de l'information ou des besoins en matière de santé publique, il faut une réponse centralisée autour de l'approche de communication qui sera ensuite transmise en cascade aux porte-parole informés, représentés dans les communautés d'ONG, les professionnels de la santé, etc.
11. Tom Inglesby (expert en biosécurité de Johns Hopkins, conseiller auprès des National Institutes of Health, du Pentagone et de Homeland Security) convient qu'un contrôle centralisé est nécessaire : « Vous voulez dire centralisé au niveau international ?
12. Matthew Harrington (Edelman) répond que l'accès aux informations devrait être « centralisé à l'échelle internationale, car je pense qu'il doit y avoir un dépôt central de data factuels et de messages clés »
13. Hasti Taghi (Conseiller médias) résume : « Le mouvement anti-vaccin était très fort et c'est quelque chose qui s'est répandu spécifiquement via les réseaux sociaux. Alors que nous effectuons des recherches pour mettre au point les bons vaccins afin d'éviter que cela continue, comment diffuser les bonnes informations ? Comment communiquer les bonnes informations pour que le public ait confiance dans ces vaccins que nous créons ?
14. Kevin McAleese, responsable des communications pour les projets agricoles financés par Gates, observe : « Pour moi, il est clair que les pays doivent faire de gros efforts pour gérer à la fois les informations erronées et la désinformation. Nous savons que les entreprises de réseaux sociaux travaillent jour et nuit pour combattre ces campagnes de désinformation. La tâche d'identifier tous les mauvais acteurs est immense. C'est un problème énorme qui nous empêchera de mettre fin à la pandémie et qui pourrait même entraîner la chute de gouvernements, comme nous l'avons vu lors du printemps arabe. Si la solution consiste à contrôler et à réduire l'accès à l'information, je pense que c'est le bon choix.
15. Tom Inglesby, directeur du Johns Hopkins Center for Health Security de Bloomberg, abonde dans le même sens et demande si « dans ce cas, vous pensez que les gouvernements en sont arrivés au point de devoir exiger des entreprises de réseaux sociaux qu'elles fonctionnent d'une certaine manière ?
16. Lavan Thiru, ministre des finances de Singapour, suggère que le gouvernement pourrait faire des exemples parmi les dissidents en prenant « des mesures gouvernementales ou coercitives contre les fake news ». « Pour certains d'entre nous, cette nouvelle réglementation est mise en place sur la façon dont nous traitons les fake news. C'est peut-être le moment pour nous de présenter quelques cas où nous sommes en mesure de mettre en avant certains mauvais acteurs et de laisser aux tribunaux le soin de décider s'ils ont effectivement diffusé des fake news. »

Lisez la transcription ci-jointe pour voir comment Gates et son appareil gouvernemental, pharmaceutique et de renseignement ont télégraphié leurs plans pour censurer et contrôler les médias pendant la pandémie.

Dans une autre troublante coïncidence, le COVID-19 a commencé à circuler parmi les populations mondiales quelques jours après la réunion de Gates. © 11 mars 2021 Children's Health Defense, Inc.

Voulez-vous en savoir davantage sur Children's Health Defense ? [Inscrivez-vous](#) pour recevoir gratuitement les nouvelles et les mises à jour de Robert F. Kennedy, Jr. et de Children's Health Defense. Pour soutenir l'association, [c'est par là](#). • ***Voulez-vous être tenu au courant des informations originales paraissant sur ce blog ? Abonnez-vous gratuitement à la lettre d'informations. Vous recevrez au maximum un courriel par jour. [S'abonner](#)***